

Un bilan à 2 ans  
16-06-2009

Première partie : des ombres au tableau

Voici maintenant deux ans que l'association LocoBio existe. Je voudrais profiter de cet anniversaire pour vous faire part de quelques réflexions personnelles sur le projet même qui a conduit à la création de cette entité et ses perspectives. L'idée de départ était d'agir en faveur de la structuration d'une économie locale propre, c'est-à-dire bénéfique pour la santé, l'environnement et le respect des producteurs (le « juste prix »). Notre mode d'action principal est la valorisation de bonnes pratiques déjà existantes afin de convaincre et les consommateurs individuels et les décideurs que cette économie alternative plus saine est viable. Car sans ce travail de persuasion, on ne peut pas attendre un changement de comportement et donc ce qui est aujourd'hui marginal le restera. A vrai dire, c'est ce que je crains le plus : l'immobilisme, ou alors un décalage trop important entre la prise de conscience écologiste, la modification des comportements avec la mise en place d'une nouvelle économie et l'urgence socio-écologique actuelle. Comme d'autres, et ce n'est malheureusement pas un scoop, j'ai peur qu'il soit déjà bien tard pour espérer redresser la barre.

Les obstacles sont en effet nombreux. Le discours dominant selon lequel le développement n'est qu'économique et le développement économique n'est qu'international est encore bien ancré. C'est comme si malgré « la crise » et les impasses qu'elle met en évidence, on se cramponnait aux vieux schémas pour se rassurer. C'est humain. Et c'est d'autant plus normal qu'au moins une génération a été élevée en n'ayant pas les moyens pour s'auto-suffire ne serait-ce que sur le plan alimentaire et que par son travail elle pouvait en principe accéder à l'hyperconsommation. Quand on ne sait pas faire et que l'on a jamais pensé autrement, c'est sûr qu'il vaut mieux rester dans le fantasme de l'avoir.

Là où ça devient très problématique, c'est lorsque cette attitude est entretenue par ceux-là mêmes qui devraient donner le signal du changement : les responsables politiques. Dans nos régimes démocratiques, accéder et demeurer au pouvoir impose de susciter l'adhésion de la majorité. C'est un fait et c'est ce qui distingue nos démocraties des dictatures. Je me démarque d'ailleurs tout de suite de l'idée à mon sens farfelue qui pointe de temps à autre actuellement ; idée d'après laquelle seule « une bonne vieille dictature » pourrait sauver la planète. Une sorte de dictature verte. A grand mal, un grand remède, quoi. C'est à mon sens une bien mauvaise et indécente réponse. Mais derrière cette idée, il y a une question réelle : compte-tenu de l'urgence qui est la nôtre, les politiques peuvent-ils encore longtemps tenir un discours conciliant

et avoir des pratiques parfois encore plus conciliantes afin de ne pas bousculer leurs chers électeurs ? il faut dire tout nettement que les rêves structurants d'hier, par exemple sa maison avec son jardin bien pelousé, son garage et sa ou ses voiture(s), ce n'est plus possible. Ou alors si : en continuant à émietter le paysage, à acheter des terres à des paysans flairant la bonne affaire pour profiter d'une retraite tout juste correcte, en polluant par d'incessants allers et retours et surtout en s'endettant beaucoup.

L'obstacle majeur est ici : dans le personnel politique qui soit n'est pas informé (je l'ai constaté sur le dossier de la restauration collective bio avec la possibilité inconnue de rajouter des avenants à la délégation de service public) ; soit n'a pas le courage nécessaire pour donner un signal fort de rupture dans ses discours et ses propres actions (voir le même dossier « cantines bio ») ; soit, et cela est plus grave, joue la montre et avec un thème à la mode –« Tiens, l'agenda 21 », « Tiens, le bilan carbone »– pour laisser le temps à quelques amis de se déployer qui dans le champ des énergies renouvelables, qui dans celui des voitures électriques, qui dans le conseil en développement durable. La prise de risque, qui est l'essence même de la politique car sans elle rien de magistral ne peut être réalisé –se souvenir un peu de temps en temps de De Gaulle et de la résistance– est assez absente de la politique actuelle. Ainsi, un maire préférera dans un village de l'agglomération chambérienne implanter des antennes de téléphonie mobile à 100 m des habitations alors... qu'elles sont justement plus dangereuses dans ce périmètre que sous nos têtes. Plutôt que de renoncer carrément à ces antennes. C'est que les habitants veulent toujours pouvoir utiliser leur portable, vous comprenez, et que les opérateurs sont très pressants, voire tentants. Il faudrait pourtant savoir dire « non », quitte à ne pas être réélu, comme ce maire qui a temporairement fermé une école car des antennes du même type avaient été érigées à proximité.

Il manque donc du courage. En revanche, beaucoup de récupération lorsqu'une idée semble bonne et qu'elle a été initialement développée –voire portée à bout de bras par, au hasard, les aimables bénévoles d'une aimable association–. Et qu'à un moment donné, la pression est devenue trop forte, qu'il a fallu faire avec et donc paraître avant-gardiste et responsable alors que c'est souvent de l'opportunisme. Dans ce registre, j'ai lu avec un certain amusement –bien que cela ne me fasse pas rire du tout– le dernier numéro d'Alpes loisirs sur « 30 gestes pour sauver la montagne ». Un article évoque la récente charte du développement durable pour les stations « portée par l'association nationale des maires de montagne » (p.33). Il faut s'entendre sur les mots et préciser qu'elle est portée MAINTENANT par cette structure, car l'idée et les actions reviennent à l'origine à l'association Mountain Riders.

On l'aura compris, entre ne pas agir ou laisser les autres le faire et voir venir, le temps passe. Il presse. Je pense toujours que développer une économie locale et propre mérite un engagement fort. Il me semblait toutefois important d'évoquer ces divers obstacles avant, dans ma prochaine chronique, de traiter des avancées qui, elles, donnent du courage.

© Yolaine de LocoBio,

Juin 2009